

D - De la signature du contrat à l'intervention

Reference Internet
ST.82.D

 Saisissez la « Référence Internet » ST.82.D dans le moteur de recherche du site www.editions-tissot.fr pour accéder à ce chapitre actualisé

Dans le cadre de l'abonnement

Une fois l'entreprise choisie pour la réalisation des travaux, d'autres étapes importantes sont à prévoir : les actions préalables au démarrage des travaux, puis les actions de suivi de l'opération et enfin la conclusion de celle-ci.

1. ► Les actions préalables

Un certain nombre d'actions sont nécessaires avant de pouvoir démarrer les travaux. Même si les textes ne le précisent pas expressément, c'est normalement au chef de l'entreprise utilisatrice d'initier le processus, puisque c'est lui qui est à l'initiative de l'intervention de l'entreprise extérieure.

a) L'inspection préalable commune des lieux de travail

Cette inspection, obligatoire, nécessite la présence des chefs d'entreprises (EE et EU). Elle a pour but d'organiser et de coordonner les différents travaux en y intégrant les aspects sécurité. Cela débute par une visite des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et du matériel éventuellement mis à la disposition de l'entreprise extérieure.

L'entreprise extérieure doit définir ses intervenants, leurs modes opératoires, le matériel qu'ils vont utiliser et s'assurer qu'aucun de ses salariés ne pourra se retrouver en situation de travail isolé (C. trav., art. R.4512-13).

*Profitez
d'explications
claires*

Au cours de cette visite, l'entreprise utilisatrice va définir un certain nombre de points importants :

- délimitation des zones de travail et zones de stockage ;
- matérialisation des zones susceptibles de présenter des dangers pour l'entreprise extérieure ;
- présentation des particularités de l'installation (zones d'exploitation par exemple) ;
- définition des moyens d'accès aux lieux de travail et des voies de circulation (engins et piétons) ;
- définition des moyens d'accès aux sanitaires, vestiaires, locaux de restauration et installations mises à la disposition des salariés de l'entreprise extérieure.

L'inspection préalable sera également l'occasion pour le chef de l'entreprise utilisatrice de communiquer au chef de l'entreprise extérieure les consignes de sécurité en vigueur dans l'établissement (C. trav., art. R. 4512-4), ainsi que toutes les informations nécessaires à la prévention, notamment la description des travaux à accomplir, des matériels utilisés et des modes opératoires, dès lors qu'ils peuvent avoir une incidence sur la santé et la sécurité des salariés (C. trav., art. R. 4512-5).

De cette inspection, les deux entreprises pourront réaliser en commun une analyse des risques exportés par chacune des parties : l'entreprise extérieure avec son intervention et l'entreprise utilisatrice par rapport à ses lieux et son environnement.

Ils pourront ainsi établir un plan de prévention, définissant les mesures à prendre par chaque entreprise en vue de prévenir les risques (C. trav., art. R. 4512-6).

8.2 L'accueil d'une entreprise extérieure au sein d'une entreprise utilisatrice

Les points sur lesquels rester vigilant sont mentionnés

Notez-le :

Si les chefs des deux entreprises concernées estiment, sous leur responsabilité, que l'intervention de l'entreprise extérieure ne présente pas de risque, ils peuvent décider de ne pas remplir de plan de prévention. Celui-ci restera néanmoins obligatoire si l'opération est d'une durée supérieure à 400 heures de travail sur 12 mois ou si elle comporte des travaux dangereux.

b) Le plan de prévention

Ce plan de prévention a pour objectif de retracer toutes les mesures d'organisation et de prévention nécessaires à éviter la co-activité et l'exposition à des risques pour les intervenants de l'entreprise extérieure et pour ceux de l'entreprise utilisatrice.

Un plan de prévention écrit est obligatoire pour toute opération :

- dont la réalisation par l'entreprise extérieure (y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elle peut faire appel) représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus (C. trav., art. R. 4512-7) ;
- comportant des travaux dangereux répertoriés sur la liste des travaux dangereux de l'arrêté du 19 mars 1993.

Ce plan de prévention doit comporter les parties suivantes (C. trav., art. R. 4512-8) :

- identification de l'entreprise utilisatrice ;
- identification de l'entreprise extérieure ;
- lieux de l'intervention ;
- description succincte des travaux ;
- date de l'inspection commune ;
- analyse des risques et mesures compensatoires ;
- zones à risques particulières au sein de l'entreprise utilisatrice ;
- moyens de circulation et locaux pour l'entreprise extérieure ;
- les moyens d'alerte, d'extinction les plus proches ;
- les numéros de téléphone obligatoires.

Notez-le :

Le plan de prévention est un document opérationnel, il doit donc être compréhensible pour tous les salariés. Les tribunaux sanctionnent systématiquement l'absence de plan de prévention écrit et approprié (Cass. soc., n° 07-80.395 du 18 décembre 2007) ou les plans de prévention incomplets (Cass. crim., n° 06-85.279 du 12 juin 2007).

Le plan de prévention est tenu, pendant toute la durée de l'opération, à la disposition de l'inspecteur du travail et du contrôleur de la CARSAT. L'entreprise utilisatrice avise par écrit l'inspecteur du travail de l'ouverture des travaux (C. trav., art. R. 4512-12).

Doivent être joints au plan de prévention :

- les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante (C. trav., art. R. 4512-11) ;
- les fiches de données de sécurité des produits chimiques utilisés par l'entreprise extérieure ;

L'accueil d'une entreprise extérieure au sein d'une entreprise utilisatrice **8.2**

- les copies des autorisations de conduite et autres habilitations et certificats en cours de validité (travaux électriques ou à proximité d'installations électriques, travaux nécessitant l'utilisation de chariots élévateurs, grues, permis de feu pour les travaux par point chaud, etc.).

En cas de location d'équipements de travail (engins mobiles de levage, etc.), il est nécessaire d'établir un contrat de location. Le loueur doit remettre au locataire le certificat de conformité devant accompagner chaque matériel et, s'il a procédé à des vérifications périodiques, une copie du rapport en cours de validité.

.....
Modèle de plan de prévention – Mod.1354

 Pour télécharger ce modèle, saisissez la référence Mod.1354 dans le moteur de recherche du site www.editions-tissot.fr

(sur papier à en-tête de l'entreprise)

Plan de prévention

☐ **Renseignements relatifs aux entreprises**

Entreprise utilisatrice (EU)

Coordonnées :

Activité :

Site industriel ☐ Établissement administratif ☐ Locaux de travail ☐

Nom du représentant :

Personne qualifiée pour suivre le plan de prévention :

Entreprise extérieure intervenante (EE)

Coordonnées :

Nom du représentant :

Personne qualifiée pour suivre le plan de prévention :

☐ **Nature de l'opération**

Travaux de maintenance ☐ Travaux de rénovation ☐

Travaux d'extension ☐ Travaux de réhabilitation ☐

Descriptif des travaux :

☐ **Volume des travaux**

Date de début des travaux : Date de fin des travaux :

Nombre de travailleurs affectés à l'opération :

☐ **Caractéristiques de la zone d'intervention**

Zone en activité ☐ Zone neutralisée ☐

Délimitation du secteur d'intervention :

*Les modèles de documents sont prêts à l'emploi et
personnalisables sur Internet
(dans le cadre de l'abonnement)*

8.2 L'accueil d'une entreprise extérieure au sein d'une entreprise utilisatrice

Profitez de modèles de documents clairs

□ Reconnaissance des risques

Au cours de l'inspection commune qui s'est déroulée le les deux entreprises ont analysé les zones d'activités de l'EE et ont pris ensemble les mesures de sécurité destinées à prévenir les risques professionnels liés à leurs activités respectives.

□ Risques d'interférence et mesures de prévention

Risques d'interférence lors des différentes interventions	Mesures de prévention
- Circulation au sol sur site	Ne pas courir ; balisage de zones piétonnes
- Chute d'objets en stockage	Balisage de zone, stabilisation des éléments
- Explosions, incendies	Appliquer les consignes de sécurité de l'EU
- Interventions sur réseaux de l'EU	Respecter les notices et informations de l'EU

Le cas échéant, lister les zones de l'EU dont l'accès est interdit aux salariés de l'EE.

□ Documents remis et procédures expliquées à l'entreprise extérieure intervenante

- Plan des voies de circulation, des lieux de stationnement, des zones de stockage du matériel ;
- Plan du site et du secteur de l'intervention ;
- Consignes de sécurité ;
- Procédure de permis de feu ;
- Organisation des secours en cas d'urgence ;
- Consignes générales d'incendie ;
- Consignes générales à respecter sur le site.

□ Matériel de l'EU mis à la disposition des salariés de l'EE

Nature du matériel	Date de la dernière vérification
Plate-forme élévatrice	Vérifiée le :
Chariot automoteur	Vérifié le :
Moyens de détection d'incendie :	Vérifiés le :

☐ Surveillance médicale spéciale Lister les postes éventuellement soumis à surveillance médicale spéciale en raison de l'activité de l'entreprise utilisatrice. - -	
☐ Premiers secours en cas d'urgence L'entreprise utilisatrice détaille le dispositif de premiers secours qu'elle met à la disposition de l'entreprise intervenante. 	
☐ Moyens et locaux de l'entreprise utilisatrice mis à la disposition de l'entreprise extérieure intervenante	
Matériels et installations	Localisation dans le site
Téléphone	→ Locaux administratifs du bâtiment X
Sanitaires	→ Ensemble du site
Vestiaires	→ Bâtiment X
Distributeur de boissons	→ RDC des bâtiments X et Z
Extincteurs	→ Ensemble du site
Infirmierie	→ Bâtiment Z
.....	
.....	
Plan formalisé le à Signatures des représentants de chaque entreprise précédées de la mention manuscrite « lu et approuvé ».	

c) Information des intervenants

La dernière étape avant le démarrage des travaux est la prise de connaissance de tous les documents opérationnels par les salariés intervenants.

En effet l'entreprise utilisatrice pourra sonder les intervenants pour savoir s'ils ont connaissance des risques et des mesures de prévention associés pour toute la durée de l'opération.

Si de nouveaux intervenants se présentent sur le chantier (sous-traitants notamment), une inspection commune sera alors réalisée avant toute intervention, avec mise à jour du plan de prévention (C. trav., art. R. 4512-1).

[...]

Dans la suite du chapitre (dans le cadre de l'abonnement) :

- > Le protocole de chargement/déchargement d'une entreprise extérieure
- > Les extraits du Code du travail